



UNION AFRICAINE
BUREAU INTERAFRICAIN
DES RESSOURCES ANIMALES



Sweden
Sverige

RAPPORT

1ÈRE RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE DE PROJET: “LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ AQUATIQUE DANS L’ÉCONOMIE BLEUE AFRICAINE”



20 - 21 SEPTEMBRE 2022
MOMBASA, KENYA

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Tous les droits sont réservés. La reproduction et/ou la diffusion des informations contenues dans ce document à des fins éducatives ou à d'autres fins non commerciales sont autorisées sans autorisation écrite préalable des détenteurs des droits d'auteur, à condition que la source soit pleinement reconnue. La reproduction et la diffusion des informations contenues dans ce document à des fins commerciales ou de vente sont interdites, sauf autorisation écrite préalable des détenteurs des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation doivent être adressées à

Le Directeur
Union africaine - Bureau interafricain des ressources animales (AU-IBAR)
Kenindia Business Park
Museum Hill, Westlands Road
P.O. Box 30786
00100, Nairobi, KENYA
e-mail à : ibar.office@au-ibar.org

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	v
1. INTRODUCTION	1
2. PARTICIPANTS	2
3. SÉANCE D'OUVERTURE	3
<i>Discours d'ouverture du Représentant du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique</i>	<i>3</i>
<i>Discours d'ouverture du Directeur Général, Kenya Fisheries and Blue Economy - M. Daniel Ndung'u Mungai</i>	<i>3</i>
4. PRÉSENTATIONS	4
<i>Session technique 1 - Présentations de mise en contexte</i>	<i>4</i>
<i>Session technique 2 - Progrès de mise en œuvre du projet</i>	<i>7</i>
<i>Session technique 3 - Présentations des partenaires</i>	<i>10</i>
5. QUESTIONS QUI ONT ÉTÉ SOULEVÉES APRÈS LES PRÉSENTATIONS	11
6. PRINCIPAUX RÉSULTATS	11
7. RECOMMANDATIONS DU CTP	11
8. PROCHAINES ÉTAPES	12
9. CLÔTURE	13
ANNEXES	14
<i>Annexes 1: Terms of Reference and Composition of memberships</i>	<i>14</i>
<i>Annex 2: List of Participants</i>	<i>19</i>
<i>Annex 3: Speeches</i>	<i>23</i>
<i>Annex 3: Presentations from Consultants</i>	<i>27</i>
<i>Annex 4: Agenda</i>	<i>34</i>

ACRONYMES

AFMESI	Initiative pour la durabilité de l'environnement marin africain
AMP	Aire marine protégée
ASUA	Ambassade de Suède auprès de l'Union africaine
AT	Aménagement du territoire
CCB	Commission du courant de Benguela
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CER	Communauté économique régionale
COI-UNESCO	Commission océanographique intergouvernementale/ Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COMHAFAT	Coopération Halieutique entre les États africains riverains de l'Océan Atlantique
PIB	Produit intérieur brut
CPP	Comité de pilotage du projet
CTP	Comité technique du projet
EIE	Études d'impact sur l'environnement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
INDNR	Illicite non déclarée et non réglementée (la pêche)
INN	Illégale, non déclarée et non réglementée (la pêche)
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORP	Organismes régionaux des pêches
PEM	Planification de l'espace marin
PRCM	Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine
SIDA	Agence suédoise de développement et coopération Internationale
SWAM	Office suédois de gestion des ressources marines et aquatiques
TdR	Termes de référence
WIOMSA	Association pour les sciences marines de l'océan Indien occidental

I. INTRODUCTION

Le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA) est un bureau technique spécialisé du Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable (DARBE) de la Commission de l'Union africaine (CUA). L'UA-BIRA a pour mandat de soutenir et de coordonner l'utilisation du bétail, de la pêche, de l'aquaculture, des abeilles et de la faune sauvage comme ressources pour le bien-être humain et le développement économique dans les États membres de l'Union africaine. La vision du plan stratégique 2018-2023 de l'UA-BIRA correspond à une Afrique dans laquelle les ressources animales contribuent de manière significative à l'intégration, à la prospérité et à la paix. L'intervention de l'UA-BIRA dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture est guidée par le Cadre politique et la Stratégie de réforme pour la pêche et l'aquaculture en Afrique (CP&SR) qui vise à améliorer la gouvernance du secteur pour une contribution durable accrue à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance et à la création de richesse. En outre, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la stratégie pour l'économie bleue en Afrique (ABES) envisage une économie bleue inclusive et durable qui contribue de manière significative à la croissance économique et à la transformation institutionnelle de l'Afrique.

L'ABES a été approuvée au plus haut niveau de la politique du Continent. La stratégie intègre les principaux axes critiques de promotion du développement de l'économie bleue en Afrique, notamment la pêche, l'aquaculture et la conservation des écosystèmes ; le transport maritime, la sécurité maritime et le commerce ; le changement climatique, la durabilité environnementale et le tourisme côtier et marin ; l'énergie durable et les ressources minérales extractives ; la gouvernance, les institutions, le financement, les politiques et la création d'emplois.

L'UA-BIRA, avec le soutien de l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement (SIDA), met en œuvre un projet sur la "Conservation de la biodiversité aquatique dans l'économie bleue africaine", pour une période de trois ans. L'objectif global du projet est d'améliorer l'environnement politique, les cadres réglementaires et les capacités institutionnelles des États membres de l'Union africaine et des communautés économiques régionales (CER) afin d'utiliser durablement et de conserver la biodiversité et les écosystèmes aquatiques.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

1. Ratifier et/ou aligner les traités internationaux/régionaux pertinents liés aux thèmes de l'économie bleue (avec une référence spécifique à la protection et à la conservation de la biodiversité) ;
2. Optimiser la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité tout en minimisant les conflits entre les sous-thèmes de l'économie bleue ;
3. Renforcer les mesures d'atténuation des impacts négatifs du tourisme côtier et marin, du pétrole, du gaz, de l'exploitation minière en eaux profondes et du changement climatique sur la biodiversité et l'environnement aquatiques ; et,

4. Renforcer l'inclusion du genre dans la conservation de la biodiversité aquatique et la gestion environnementale.

Le projet "Conservation de la biodiversité aquatique dans l'économie bleue africaine" est mis en œuvre par le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (AU-BIRA) et financé par l'Agence suédoise de développement international (SIDA). Le projet vise à améliorer l'environnement politique, les cadres réglementaires et les capacités institutionnelles des États membres de l'Union africaine (UA-EM) et des communautés économiques régionales (CER) afin d'utiliser durablement et de conserver la biodiversité et les écosystèmes aquatiques.

Le projet prévoit la mise en place d'un comité technique de projet (CTP) pour soutenir et guider les délibérations du comité de pilotage du projet (CPP), ainsi que pour générer des synergies dans la mise en œuvre des activités entre les projets liés et les interventions d'autres partenaires. Ainsi, la principale fonction du CTP est d'assurer la cohérence de la mise en œuvre des activités entre les projets qui y sont liés, les principaux partenaires de mise en œuvre et les institutions concernées aux niveaux national, régional et continental. En outre, le CTP élabore des recommandations pour les délibérations des réunions de haut niveau du CPP.

La mise en œuvre du projet a débuté le 15 octobre 2021, et cela fait maintenant un an qu'il a été lancé. Il est important que le CTP se réunisse pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre, partager et diffuser les informations entre les parties prenantes, en plus de solliciter des avis et des conseils sur les ajustements nécessaires pour une mise en œuvre efficace, efficiente, opportune et satisfaisante.

Dans ce contexte, la première réunion du Comité Technique du Projet s'est tenue à Mombasa, au Kenya, les 20 et 21 septembre 2022. La réunion a été organisée en mode hybride, où les participants ont assisté à la fois en virtuel et en personne.

2. PARTICIPANTS

La réunion comptait 33 participants représentant les États membres de l'UA et les institutions suivantes : Quatre États membres de l'Union africaine, à savoir : le gouvernement de la République du Kenya, le gouvernement de la République de l'Ouganda, le gouvernement de la République du Gabon et la République arabe d'Égypte. En outre, deux communautés économiques régionales (CER) étaient présentes, à savoir l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Cinq organismes régionaux de pêche ont également participé à la réunion : la Convention d'Abidjan, la Convention de Nairobi, la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (COI-UNESCO), la Conférence ministérielle sur la coopération en matière de pêche entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMHAFAT) et la Convention sur le courant de Benguela (CCB). Trois acteurs non étatiques étaient également présents : l'Initiative pour un environnement marin durable en Afrique (AFMESI), le Réseau des femmes africaines transformatrices et commerçantes de poisson (AWFISHNET) et le Partenariat régional

pour la conservation de la zone côtière et marine (PRCM). Parmi les autres acteurs, citons l'Association des sciences marines de l'océan Indien occidental (WIOMSA), un institut de recherche, le Centre d'excellence de l'Union africaine - l'université de Rhodes, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), l'ambassade de Suède auprès de l'Union africaine (ASUA), l'Agence suédoise pour la gestion de l'eau et de la mer (SWAM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les experts recrutés par le projet et menant actuellement des études et le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA),

3. SÉANCE D'OUVERTURE

L'AG.Directeur de l'UA-BIRA, Dr. Nick Nwankpa, a prononcé le mot de bienvenue. Il a exprimé la gratitude de Son Excellence l'Ambassadeur Yosefa Sacko au gouvernement du Kenya pour avoir accepté d'accueillir la réunion à Mombasa. Il a exprimé sa gratitude au gouvernement suédois pour le financement du projet "Préservation de la biodiversité aquatique dans l'économie bleue africaine", qui soutient également la mise en œuvre de la stratégie de l'économie bleue africaine. Il a salué la présence du représentant de la FAO, des communautés économiques régionales et a également souhaité la bienvenue à tous les participants et les a remerciés d'avoir pris le temps de participer à la réunion.

Discours d'ouverture du Représentant du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique

Le représentant du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, M. Ndiaga Gueye, a souligné dans ses remarques l'importance de la conservation de la biodiversité aquatique non seulement dans le contexte de l'économie bleue africaine, mais aussi dans le monde entier. Il a réitéré l'importance des ressources alimentaires aquatiques pour la sécurité alimentaire mondiale et la collaboration et le soutien continus de la FAO aux activités de l'UA-BIRA.

Discours d'ouverture du Directeur Général, Kenya Fisheries and Blue Economy - M. Daniel Ndung'u Mungai

Dans ses commentaires, le Directeur a réaffirmé l'importance du secteur de la pêche et sa contribution au développement économique en matière de sécurité alimentaire, de valeur nutritionnelle et d'emploi. Il a indiqué que le secteur de la pêche au Kenya joue un rôle significatif dans la création d'emplois et de revenus, soutenant environ 1,2 million de personnes directement et indirectement, travaillant comme pêcheurs, commerçants, transformateurs, fournisseurs, marchands d'accessoires de pêche, employés et leurs dépendants. M. Mungai a relaté les différents efforts déployés par le gouvernement kenyan pour la conservation de la biodiversité aquatique au niveau national. Il a remercié l'UA-BIRA pour la mise en œuvre du projet de conservation de la biodiversité aquatique et a également exprimé sa gratitude au gouvernement suédois pour son soutien au projet afin d'atteindre les objectifs de la stratégie de l'économie bleue africaine.

4. PRÉSENTATIONS

Session technique I - Présentations de mise en contexte

La première série de présentations a eu pour objectif de mettre en contexte la réunion de la manière suivante :

A. Objectifs :

Les objectifs de la 1^{ère} réunion du Comité technique du projet (CTP) présentés par M. Eric Nadiope - UA-BIRA, étaient de revoir et de valider les termes de référence du comité technique du projet et de partager des informations sur le progrès de la mise en œuvre depuis le début et d'autres initiatives en cours sur les questions de la conservation de la biodiversité aquatique et la protection de l'environnement sur le continent.

Les objectifs spécifiques de la réunion:

- Réviser et adopter les termes de référence (TdR) du Comité Technique du Projet (CTP) ;
- Diffuser des informations sur les activités en cours et prévues du projet ;
- Partager les informations sur les activités en cours et prévues par les partenaires ;
- Dresser la carte des initiatives en cours et identifier les domaines de collaboration potentielle entre le projet et d'autres initiatives ;
- Développer des complémentarités et minimiser les duplications dans la mise en œuvre des activités ;
- et,
- élaborer des recommandations à soumettre à la réunion du Comité de pilotage du projet.

B. Présentation de proposition de termes de référence pour le Comité technique du projet

Le projet de termes de référence a été présenté par Mme Hellen Moepi, UA-BIRA. Dans sa présentation, elle a souligné l'importance du comité technique du projet et le fait que la mise en place de ce comité est obligatoire conformément à la convention de financement. Après sa présentation, la réunion a approuvé et adopté les termes de référence tels que présentés avec les recommandations suivantes;

- Le président du CTP doit être le directeur de l'UA-BIRA ou son représentant.
- L'UA-BIRA, en tant que secrétariat, doit être membre du Comité technique du projet.
- SWAM devrait être membre du Comité technique du projet.
- La nomination de participants techniques au comité sur la base d'une rotation interfère avec la mémoire institutionnelle et la continuité et, par conséquent, cela devrait être résolu en utilisant des membres permanents de la CUA pour représenter les EM au CTP.

C. Présentation de la Stratégie pour l'économie bleue africaine

L'expert environnemental de l'UA-BIRA, le Dr. Patrick Karani, a fait une présentation détaillée de la Stratégie pour une économie bleue en Afrique. Il a noté que les océans, les mers, les lacs et les rivières d'Afrique sont une source de richesse et de moyens de subsistance qui n'est pas exploitée. Bien gérées, elles pourraient

contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'autonomisation des femmes, à la création d'emplois et de richesses et à l'amélioration du PIB des États membres de l'UA.

Il a souligné l'objectif de la stratégie de l'EB, qui est de guider le développement d'une économie bleue inclusive et durable contribuant de manière significative à la transformation et à la croissance du continent, en faisant progresser les connaissances sur la biotechnologie marine et aquatique, la durabilité environnementale, la croissance d'une industrie du transport maritime à l'échelle de l'Afrique, le développement du transport maritime, fluvial et lacustre et de la pêche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des autres ressources en eaux profondes.

Il a fait remarquer que la stratégie de l'EB était définie par cinq domaines thématiques, à savoir: la pêche et l'aquaculture, la conservation et les écosystèmes aquatiques durables, la navigation et le transport, le tourisme côtier et marin, la résistance au changement climatique, l'environnement et les infrastructures, les ressources énergétiques et minérales durables et les industries innovantes, ainsi que les politiques, les institutions et la gouvernance, l'emploi, la création d'emplois et l'éradication de la pauvreté, les secteurs de financement innovants qui présentent des opportunités de développement économique.

Il a également observé que les défis auxquels est confrontée l'EB sont à la fois stratégiques et techniques. Les défis stratégiques sont les suivants : gouvernance bleue, économie et société, nutrition, environnement et changement climatique. Les défis techniques sont les suivants : évaluation du potentiel bleu, comptabilisation des activités et des composantes de l'initiative de l'EB pour une meilleure gouvernance, planification de l'espace maritime (PEM) et amélioration de la coordination et de la synergie, approche intégrée et perspective des écosystèmes marins, renforcement de la sûreté et de la sécurité par une surveillance maritime intégrée et l'ajout de valeur.

Il a également fait remarquer que la pollution côtière et marine provient d'une grande variété de sources, qu'il s'agisse de sources diffuses (agriculture, eaux pluviales et de ruissellement) ou de sources ponctuelles (par exemple les eaux usées, les déchets solides, les équipements de pêche), et que pour empêcher les déchets de pénétrer dans les océans, il faut adopter une approche systématique qui tienne compte des sources terrestres et océaniques. Les matières plastiques ont été citées parmi les principaux défis de la pollution. Les océans sont gravement menacés par la pollution (plastique, toxique, rejets de déchets, exploration minière, gazière et pétrolière), la pêche illégale sans discernement et les équipements de pêche abandonnés, ce qui pose des problèmes aux petits pêcheurs et à leurs moyens de subsistance.

Une lacune flagrante a été constatée : la recherche, l'innovation et l'éducation ont reçu peu d'attention dans la stratégie pour l'économie bleue en Afrique, alors qu'elles ont été identifiées dans l'Agenda 2063 de l'UA comme des domaines importants ; le renforcement des capacités est essentiel pour parvenir à une croissance bleue inclusive en Afrique.

D. Présentation du projet “Conservation de la biodiversité aquatique dans l'économie bleue africaine” par Dr. Mohamed Seisay, UA-BIRA

Un bref historique du projet sur la conservation de la biodiversité aquatique a été présenté et il a été rappelé que le continent africain est adjacent à des écosystèmes marins hautement productifs, notamment les sept grands écosystèmes marins (GEM) africains, à savoir le GEM du courant des Agulhas, le GEM du courant de Benguela, le GEM du courant de Guinée, le GEM du courant des Canaries, le GEM de la mer Méditerranée, le GEM de la mer Rouge et le GEM du courant de Somalie. Le continent est également doté de réseaux de rivières et de lacs. Ces écosystèmes aquatiques africains abritent des ressources vivantes et non vivantes;

Cependant, l'exploitation non durable de ces ressources menace la biodiversité, les ressources et la durabilité environnementale. Il s'agit notamment de la surexploitation des espèces vivantes, de la pollution provenant de diverses sources (activités terrestres municipales et agricoles), de l'introduction incontrôlée d'espèces exotiques dans les systèmes d'aquaculture et des effluents des activités minières. D'autres menaces pèsent sur la biodiversité aquatique : le développement urbain et les industries basées sur les ressources, les activités touristiques côtières, le développement des infrastructures côtières qui détruisent ou réduisent les habitats naturels, l'utilisation de la dynamite, du poison et des techniques de senne de plage pour pêcher dans les récifs coralliens, avec des impacts dévastateurs sur les précieux habitats marins, entraînant des dégâts considérables. En outre, la pollution de l'air et de l'eau, la sédimentation et l'érosion ainsi que le changement climatique constituent des menaces pour la biodiversité aquatique. La menace qui pèse sur les moyens de subsistance des femmes et la nécessité absolue de protéger les groupes vulnérables et marginalisés et de mettre en place des systèmes de compensation adéquats sont également très importants.

Les questions soulevées après la présentation étaient les suivantes:

Les membres du comité technique du projet ont approuvé les termes de référence du comité et ont formellement établi ce comité. Les membres du comité ont reconnu l'importance du projet pour l'Afrique vers un développement durable de l'économie bleue pour la transformation socio-économique du continent. Les membres du comité ont cependant fait les observations suivantes:

- Il est important de minimiser la duplication lors de la mise en œuvre des initiatives régionales de développement de l'économie bleue parmi les CER, comme par exemple l'IGAD et le COMESA, en tenant compte des mandats institutionnels à cet égard.
- Il existe un faible mécanisme de coordination régionale dans le développement de l'économie bleue ; le comité a demandé instamment une mobilisation des ressources pour soutenir les initiatives régionales de croissance bleue.
- Et que les communautés locales ne semblent pas être prises en compte par la Stratégie pour l'économie bleue en Afrique et qu'elles ne comprennent donc pas le concept et les opportunités qui découlent des initiatives de l'économie bleue.

- En outre, la valeur de l'économie bleue associée à l'exploration minière, pétrolière et gazière a un impact sur les moyens de subsistance des communautés en relation avec la pollution. Il est donc nécessaire de développer des plateformes de connaissances incluant la participation des communautés.

Session technique 2 - Progrès de mise en œuvre du projet

La série suivante de présentations a fourni des détails sur l'avancement de la mise en œuvre du projet comme suit:

A. Présentation des conclusions des missions de cadrage du projet - Ouganda, Seychelles, Djibouti et Afrique du Sud.

Cette présentation a été faite par M. Joel Mokenye, spécialiste de la biodiversité aquatique de l'UA-BIRA, qui a fait un compte-rendu détaillé des résultats des missions de cadrage dans les quatre pays visités. Tout d'abord, il a noté qu'à l'exception des Seychelles qui sont à un stade avancé de la mise en œuvre du PEM, la plupart des autres EM de l'UA sont au stade initial des processus de PEM. En ce qui concerne les systèmes de gestion des milieux aquatiques, il existe généralement des activités transfrontalières/régionales conjointes et au niveau national, par exemple, des activités conjointes de gestion des milieux aquatiques sur le lac Victoria entre les trois États d'Afrique de l'Est et sur les lacs Edward et Albert pour la République d'Ouganda et la République démocratique du Congo. En ce qui concerne les traités internationaux relatifs à la conservation de la biodiversité aquatique, la plupart des pays les ont ratifiés, mais ils sont en train de les adapter. Les procédures de domestication et de mise en œuvre posent toutefois des problèmes. Certains des traités internationaux ratifiés par la plupart des États membres de l'UA sont les suivants : CDB, Ramsar, CITES, UNCLOS, UNFCCC; UNFSA; MARPOL; d'autres n'ont pas été ratifiés en raison de la connaissance limitée de leur existence et de leur importance.

Parmi les pays visités, les AMP sont utilisées, mais à des échelles variables. L'Afrique du Sud est en avance et possède de nombreuses AMP, suivie par les Seychelles. Djibouti et l'Ouganda en sont aux premiers stades du développement des zones protégées pour conserver la biodiversité aquatique.

L'intégration de la dimension de genre dans la conservation de la biodiversité aquatique semble être faible mais indique une tendance à la hausse, comme c'est le cas aux Seychelles où les hommes, les femmes et les jeunes sont impliqués dans certaines initiatives de conservation de la biodiversité aquatique. Cela concerne à la fois les postes de direction et de gestion de la conservation de la biodiversité aquatique.

Malgré les progrès réalisés jusqu'à présent, un certain nombre de défis ont été observés dans les États membres de l'UA visités, tant en ce qui concerne la mise en œuvre des PEM, des AMP et les MCS que l'adaptation des traités internationaux et l'intégration de la dimension de genre. Ces défis sont les suivants : cadres juridiques pour la mise en œuvre de tous ces processus, cadres de mise en œuvre, par exemple directives pour l'utilisation des ressources, manque de ressources - financières/de renforcement des capacités pour la conservation de la biodiversité aquatique, manque de volonté politique et manque d'interventions/mécanismes de coopération transfrontalière.

La plupart des États membres de l'UA ont demandé à l'UA-BIRA d'être le fer de lance des efforts visant à mettre en place des mécanismes de financement novateurs pour favoriser la conservation de la biodiversité aquatique au sein des États membres de l'UA et la coopération entre les partenaires régionaux.

En conclusion, il a indiqué que la mission a recueilli des informations de base que l'UA-BIRA utilise maintenant pour orienter les consultants dans la conduite d'études détaillées.

Enfin, il a souligné l'existence de défis dans le développement et la mise en œuvre du PEM, du SCM, des AMP, de l'inclusion du genre et des cadres politiques et juridiques pour mettre en œuvre des initiatives visant à conserver la biodiversité et les écosystèmes aquatiques. L'UA-BIRA doit donc développer des mécanismes pour soutenir tous les États membres de l'UA afin de relever ces défis.

B. Présentation des activités prévues pour la première année de mise en œuvre du projet.

Cette présentation a été faite par M. Kennedy Oroko, responsable de la planification de l'UA-BIRA, qui a présenté une vue d'ensemble du projet de biodiversité aquatique et un aperçu des activités prévues pour la première année de mise en œuvre du projet. Il a déclaré que le projet de biodiversité aquatique a été conçu comme un projet de 36 mois - de 5,5 M USD, courant du 15 octobre 2021 au 14 octobre 2024. Le projet vise à renforcer les capacités politiques, réglementaires et institutionnelles des États membres et des CER de l'UA en matière de conservation et de protection de la biodiversité aquatique, de l'environnement et des écosystèmes, dans le contexte de l'ABES.

Principaux domaines d'intervention :

- Soutenir la ratification et/ou l'alignement avec les traités internationaux/régionaux pertinents liés aux domaines thématiques de l'économie bleue ;
- Optimiser la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité tout en minimisant les conflits entre les autres utilisateurs des ressources de l'économie bleue ;
- Renforcer les mesures visant à minimiser les effets négatifs du tourisme côtier et marin, du pétrole, du gaz, de l'exploitation minière en eaux profondes et du changement climatique sur la biodiversité et les écosystèmes aquatiques ;
- Renforcer l'inclusion du genre (femmes et jeunes) dans la biodiversité aquatique et la gestion environnementale

Il a également signalé à la réunion que des études d'experts sont en cours :

- Sur l'examen et l'évaluation des traités continentaux et internationaux pertinents en matière de biodiversité et d'environnement afin de développer des actions prioritaires pour renforcer la ratification des traités par les États membres de l'UA et les institutions régionales dans les régions de l'Est, de l'Ouest, du Centre, du Sud et du Nord de l'Afrique;
- évaluation des écosystèmes d'eau douce et élaboration d'une proposition visant à établir une coopération régionale entre les écosystèmes d'eau douce transfrontaliers ;
- évaluation pour cartographier les activités de planification de l'espace marin (PEM) dans les régions d'Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Centre, du Sud et du Nord ; documenter les enseignements, les

- meilleures pratiques et élaborer des lignes directrices ;
- examen des AMP existantes, documenter les enseignements, les meilleures pratiques et formuler des lignes directrices pour leur mise en œuvre et leur gouvernance durables dans les régions du sud-est de l'Afrique ;
- L'impact du changement climatique sur la biodiversité et l'environnement aquatique et recommander des stratégies d'atténuation ;
- L'identification des questions et actions prioritaires pour des activités côtières, marines, touristiques et minières durables pour la conservation de la biodiversité aquatique et la protection de l'environnement ; et,
- Des missions de cadrage ont été entreprises aux Seychelles, en Ouganda et en Afrique du Sud pour évaluer le statut des MCS, des AMP, des PEM et des facteurs affectant la biodiversité aquatique et la durabilité de l'environnement.

Il a enfin déclaré qu'après avoir entrepris ces études, les activités suivantes seront lancées:

- Validation au niveau continental et ateliers de sensibilisation des parties prenantes ;
- Pilotage et opérationnalisation des recommandations issues des études ;
- Soutien aux EM de l'UA pour réviser et alignements des politiques et règlements nationaux sur les traités internationaux ;
- Formation de négociateurs identifiés pour soutenir techniquement les États membres de l'UA dans les négociations internationales ;
- Soutenir la participation des EM de l'UA aux négociations internationales ; et,
- Développer des cadres et des modèles.

C. Présentation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet.

Cette présentation a été faite par le Dr. Mohamed Seisay, expert en gestion des pêches de l'UA-BIRA. Il a fait savoir à la réunion que le projet avait été retardé en raison du recrutement de personnel ; qu'entre-temps, des consultants à court terme pour la biodiversité aquatique, un expert en genre et un expert en politique, juridique et institutionnel ont été recrutés pour soutenir la mise en œuvre du projet ; que le projet a depuis commandé diverses études pour améliorer la mise en œuvre de ses objectifs ; que des consultants ont été recrutés et mènent actuellement ces études, certains des consultants ont même présenté l'état d'avancement de leurs missions en virtuel à la réunion comme suit;

- a. Études sur l'impact du changement climatique sur la biodiversité aquatique et les stratégies d'atténuation - M. Giorgio Brandolini, consultant en changement climatique.
- b. Cartographie de la planification de l'espace marin PEM en Afrique, enseignements, meilleures pratiques ; études de cas en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord par - Dr. Joseph Ansong, consultant PEM
- c. Études pour identifier les questions et les actions prioritaires pour le tourisme durable côtier et marin, l'exploration pétrolière et gazière pour la conservation de la biodiversité aquatique et la protection de l'environnement par - Prof. Adetola Jenyo-Oni, consultant en tourisme durable côtier et marin.

- d. Évaluation des problèmes environnementaux transfrontaliers affectant la biodiversité dans certains écosystèmes d'eau douce partagés par le Dr Ruby Asmah, consultant en environnement aquatique transfrontalier.
- e. Examen des aires marines protégées AMP, enseignements et meilleures pratiques - études de cas en Afrique orientale et australe par - Mme Nathalie Maisonneuve - consultant AMP.
- f. Traités internationaux liés à la conservation de la biodiversité aquatique et à la durabilité de l'environnement - études de cas dans les régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe par le professeur Wilson Waiswa Mwanja, sur l'évaluation des traités internationaux liés à la gouvernance environnementale et à la conservation de la biodiversité aquatique.

Cependant, le Dr. Seisay a informé la réunion qu'il y a eu des retards dans la recherche de candidats appropriés pour entreprendre des consultations, en particulier sur le MCS et sur d'autres sujets, ce qui a entraîné des retards dans l'exécution du projet.

Les membres du comité ont noté et approuvé les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet par le biais de diverses études. Cependant, la réunion a demandé à l'UA-BIRA d'accélérer le processus de recrutement de consultants pour les études sur le MCS.

Session technique 3 - Présentations des partenaires

Dans cette session, les partenaires du projet ont présenté les interventions en cours ou prévues sur les questions relatives à la conservation de la biodiversité aquatique et à la gouvernance environnementale comme suit : (Lien à fournir)

- a. COI/UNESCO par- Dr. Mika Odido
- b. PRCM par - Dr Khady Sané Diouf
- c. Convention de Nairobi par - M. Bonface Mutisya
- d. Commission du courant de Benguela (Présentation virtuelle) par - M. Xolela WELLEM
- e. AFMESI par - Dr. Chaimaka MogoMogo

Les membres du comité ont pris note de la présentation des partenaires et ont souligné la nécessité d'une collaboration entre les projets et les initiatives liées des partenaires.

5. QUESTIONS QUI ONT ÉTÉ SOULEVÉES APRÈS LES PRÉSENTATIONS

Les membres du comité technique du projet ont salué et reconnu les progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre du projet et ont pris note des difficultés rencontrées, en particulier la pandémie de coronavirus et le retard dans le recrutement du personnel à durée déterminée du projet. Les membres du CTP ont pris note des études d'experts en cours sur les domaines clés de la conservation de la biodiversité aquatique et de la gouvernance environnementale.

Les discussions qui ont suivi les présentations et les questions qui en sont ressorties sont les suivantes:

- Qui sont les autorités responsables de la planification de l'espace maritime dans les États membres de l'UA et dans les CER ? et quels sont les coûts de la PEM compte tenu des questions transfrontalières et des éventuels conflits de ressources ?
- Il semble qu'il y ait un nombre inadéquat d'experts qualifiés et techniques en matière de MCS pour la biodiversité aquatique, comme le montre la difficulté de s'assurer les services d'un consultant en MCS malgré plusieurs appels au recrutement par UA-BIRA.

6. PRINCIPAUX RÉSULTATS

Suite aux questions susmentionnées, le Comité technique a approuvé les termes de référence du CTP, qui a donc été formellement institué.

Le CTP a approuvé les recommandations ci-dessous pour examen par le CPP.

7. RECOMMANDATIONS DU CTP

1. Le Directeur de UA-BIRA devrait être le président du CTP ;
2. La protection, la conservation et la gestion des étendues d'eau marines et intérieures devraient être considérées comme prioritaires dans le projet de conservation de la biodiversité aquatique, et le projet devrait explorer les synergies avec les initiatives existantes de la BCC, de la SADC, de la Convention d'Abidjan, de la Convention de Nairobi, de la COI/UNESCO, du PRCM, de la FAO, de l'AFMESI, parmi les autres initiatives ;
3. Il est nécessaire de soutenir la recherche, l'innovation et l'éducation au sein de l'ABES de l'UA. Il est nécessaire de mobiliser les ressources financières nécessaires pour soutenir la mise en œuvre des domaines thématiques de l'EB, en particulier, la composante sur la recherche et l'éducation - Construire une base de connaissances et des plates-formes ; et Soutenir la recherche de manière adéquate en partenariat avec les entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques qui contribueront à combler les lacunes de compétences ;
4. Les stratégies régionales pour l'économie bleue doivent être alignées sur la stratégie de l'UA pour l'économie bleue en Afrique et transmises en cascade aux États membres de l'UA, ce qui permettra

- d'institutionnaliser et de domestiquer les besoins et les priorités des pays dans le domaine de l'économie bleue ;
5. L'UA-BIRA doit promouvoir la collaboration entre les CER, les ORP et les CRM qui sont nécessaires pour tirer parti des ressources disponibles, se compléter et se suppléer mutuellement afin de réduire les coûts de recherche, d'exploitation et de gestion ;
 6. Les communautés, les acteurs non étatiques et le secteur privé doivent être sensibilisés aux initiatives et aux avantages de l'économie bleue. Il est nécessaire de développer les outils requis pour traiter les questions environnementales. Ces outils pourraient utiliser l'EIE, l'EES, les garanties sanitaires, entre autres, pour assurer la durabilité de la croissance de l'économie bleue. Il est nécessaire de développer des plates-formes de connaissances incluant la participation des communautés locales et côtières ;
 7. Certains États membres de l'UA doivent être soutenus pour collecter des données et identifier les données existantes sur les capacités institutionnelles et les capacités techniques individuelles qui permettront de mener à bien les PEM ;
 8. L'UA-BIRA devrait accélérer le recrutement d'experts nécessaires pour mener à bien la mission sur les MCS afin d'éviter tout retard supplémentaire dans la mise en œuvre du projet et de donner la priorité à la pêche INN avec une plus grande vigilance sur le NN et la co-management ;
 9. Il est nécessaire de soutenir la recherche sur l'analyse coût/bénéfice requise pour déterminer les avantages de la PEM et contribuer aux interventions stratégiques pour le financement des PEM en tant qu'outils de planification utiles pour les entités régionales ;
 10. Il est nécessaire d'établir des mécanismes de collaboration avec les institutions partenaires pour la mise en œuvre du projet de biodiversité aquatique. Par exemple, la Convention de Nairobi, la Convention d'Abidjan, la BCC, les CER entre autres ;
 11. Il est nécessaire d'étendre le Mécanisme africain de réforme de la pêche (MARF) afin d'impliquer les ministères et acteurs concernés en charge de la gestion de la biodiversité aquatique et de l'environnement ;
 12. L'UA-BIRA, en partenariat avec l'IGAD et d'autres institutions collaboratrices, devrait créer un mécanisme de partage des connaissances avec la possibilité de relier les bases de données pour améliorer le partage et la diffusion des informations. En outre, développer une plate-forme de partage des connaissances sur l'économie bleue en milieu intérieur pour combler le fossé des connaissances ; et,
 13. La nécessité de reconnaître que la conservation de la biodiversité aquatique dans l'économie bleue est sous-tendue par des études taxonomiques solides qui sont nécessaires pour les PS, les PEM, les AMP, les EIE, entre autres.

8. PROCHAINES ÉTAPES

Les prochaines étapes ont été déterminées lors de la réunion:

- Définir les rôles, responsabilités et les calendriers institutionnels pour les activités des recommandations d'actions et de mise en œuvre ci-dessus.
- Classer les recommandations par ordre de priorité.
- Les recommandations ont été adoptées et approuvées pour examen par le comité directeur

9. CLÔTURE

L'Ag. Directeur de l'UA-BIRA, dans ses remarques finales, a remercié les participants du 1^{er} CTP pour le succès des délibérations. Il a souligné l'engagement de l'UA-BIRA à collaborer avec les Etats membres de l'UA et d'autres partenaires dans la mise en œuvre du projet "Conservation de la biodiversité aquatique dans l'économie bleue africaine". Enfin, le Directeur a officiellement clôturé la première réunion du CTP.

La réunion a été clôturée à 17h00.

ANNEXES

Annexes I: Terms of Reference and Composition of memberships

I. BACKGROUND

The African Union-Interafrican Bureau for Animal Resources (AU-IBAR), a specialized technical office of the Department of Agriculture, Rural Development, Blue Economy and Sustainable Environment (DARBE) of the African Union Commission (AUC). AU-IBAR is mandated to support and coordinate the utilization of livestock, fisheries, aquaculture and wildlife as resources for both human wellbeing and economic development in the Member States of the African Union (AU MS). The Vision of the AU-IBAR Strategic Plan 2018-2023 is an Africa in which animal resources contribute significantly to integration, prosperity and peace. AU-IBAR's intervention in the fisheries and aquaculture sector is guided by the Policy Framework and Reform Strategy for fisheries and aquaculture in Africa (PFRS) which is aimed at improving governance of the sector for increased sustainable contribution to food security, livelihoods and wealth creation. Also, within the framework of the African Union Agenda 2063, the Africa Blue Economy Strategy (ABES) envisioned an inclusive and sustainable blue economy that significantly contributes to Africa's economic growth and institutional transformation.

The Africa Blue Economy Strategy is endorsed at the highest political level of the continent. The Strategy incorporates key critical vectors for promoting blue economy development in Africa, including fisheries, aquaculture and ecosystem conservation; shipping, maritime safety and trade; climate change, environmental sustainability and coastal and marine tourism; sustainable energy and extractive mineral resources; governance, institutional finance, policies and job creation.

AU-IBAR with support from the Swedish Agency for International Development Cooperation (SIDA), is implementing a project on "Conserving Aquatic Biodiversity in African Blue Economy", for three year's period. The overall objective of the project is to enhance the policy environment, regulatory frameworks and institutional capacities of AU Member States and Regional Economic Communities (RECs) to sustainably utilize and conserve aquatic biodiversity and ecosystems. The specific objectives of the project are as follows:

1. Ratify and/or align relevant international/regional instruments related to blue economy themes (with specific reference to protecting and conserving biodiversity);
2. Optimize conservation and sustainable use of biodiversity while minimizing conflicts among blue economy sub-themes;
3. Strengthen measures for mitigating the negative impacts of coastal and marine tourism, oil, gas, deep sea mining and climate change on aquatic biodiversity and environment; and,
4. Strengthen gender inclusivity in aquatic biodiversity conservation and environmental management.

AU-IBAR is responsible for the overall management and coordination of the Project.

2. ROLE OF PROJECT TECHNICAL COMMITTEE (PTC)

Objective

The PTC is a technical body aimed at ensuring coherence, synergies and minimizing duplications in the implementation of activities by the project implementation partners and other relevant institutions.

Mandate and Functions

The PTC shall have the mandate to ensure informed, evidence-based decision making by the Project Steering Committee (PSC) meeting. Specifically, the PTC will:

- Act as the project planning, monitoring and coordination platform;
- Conduct interactive discussions on project activities, including the annual workplans, budget, M&E framework, communication strategy and make recommendations to the PSC; and,
- Ensure coherence in the implementation of activities by the implementing partners and other institutions.

3. RESPONSIBILITIES OF THE PROJECT TECHNICAL COMMITTEE CHAIR

The PTC Chair is Director of AU-IBAR or his/her representative

The responsibilities of the PTC Chair are to:

- Chair the Project Technical Committee Meeting;
- Clarify and summarize presentations and deliberations during each meeting;
- Reviews the agenda for meetings in consultation with the Secretariat;
- States the purpose of meeting to members and also the agenda items at the beginning of meeting; and,
- Provides a summary of conclusions/recommendations and tasks at the end of each meeting.

4. RESPONSIBILITIES OF THE SECRETARIAT OF THE PROJECT TECHNICAL COMMITTEE

The PTC Secretariat will be at AU-IBAR. The functions of the Secretariat shall be:

- Preparation of meeting agenda in consultation with the Chair;
- Preparation of invitation letters and sending invitations to members;
- Ensures that agendas and supporting materials are delivered to members in advance of meetings;
- Preparation of minutes of the PTC meeting and circulate to members; and,
- Captures and consolidates recommendations of the meeting.

5. RESPONSIBILITIES OF THE PROJECT TECHNICAL COMMITTEE MEMBERS

Individual Technical Committee members shall have the following responsibilities:

- Represent the interests of projects' stakeholders and beneficiaries;
- Take a genuine interest in the project's outcomes and overall success
- Act on opportunities to communicate positively about the project;

- Check that the project is aligned with the organizational strategy as well as development policies of AU MS; and,
- Actively participate in meetings through attendance, discussion, and review of minutes, papers and other PTC documents.

6. GENERAL

6.1 Membership

6.1.1 Project Technical Committee

The PTC will comprise of not less than 10 and not more than 15 decision making members. Membership will reflect the geographical diversity and representation, gender, technical and strategic interests of “Conservation of Aquatic Biodiversity in the African Blue Economy Project” and will be jointly nominated by the Implementing Partner(s) of the project.

Members will be designated as follows:

6.1.2 Decision making members

- Director of AU-IBAR or his/her representative;
- 2 Representatives of STC-ARDWE Bureau Member States (Selected 2 Directors in charge of environment or aquatic biodiversity): rotational;
- 2 Representatives of 2 RECs: rotational;
- 1 representative from Regional Fisheries Bodies (RFBs) or Water Basin Commission (WBC) – rotational;
- 2 representative from Regional Sea Conventions (RSCs) or Large Marine Ecosystem (LME)-based organization: rotational basis;
- 1 representative from the Swedish Agency for Marine and Water Management (SWaM);
- 1 representatives from AU Centres of Excellence in disciplines related to environmental or ecosystems management: rotational basis; and,
- 1 private sector.
- 1 representtaive from NSA

6.1.3 Observers, non-decision members

- Representatives of other development or technical partners (e.g. EU, World Bank, FAO, UNEP, WWF, CITES);
- Swedish embassy to African Union / SIDA; and,
- Representative of the Regional Fisheries Management Organizations (RFMOs) namely ICCAT, IOTC, SEAFO and CCAMLR will be invited on rotational basis.

6.1.4 Co-opted experts

The chair can invite an expert to provide an opinion on specific subject matters as deemed necessary.

6.2 Quorum and Decision-making

A minimum number of 10 Technical Committee members are required for decision-making purposes. The quorum shall include the AU-MS, RECs, RFBs/WBC/RSC and Private Sector.

6.2.1 Decision-making Process

- a. Decisions will be made by consensus.
- b. Meetings will be conducted in English and French languages.

6.3 Frequency of Meetings and Funding

6.3.1 Meeting Frequency, Convening and Chairing

- a. The PTC will meet once a year (physical or virtual as the case may be). The first meeting will be held as soon as practical after the establishment of the PTC;
- b. An extraordinary meeting may be convened as and when the need arises;
- c. The date, time and venue for each PTC meeting shall be determined during the previous meeting and should be included in the minutes of that meeting, apart from the first meeting for which these details will be communicated in a written invitation by the Secretariat at AU-IBAR; and,
- d. The payment of honoraria to the PTC Members is not envisaged. However, direct costs associated with travel and attendance at physical meetings will be met by 'Aquatic Biodiversity project'.

6.4 Agenda, Minutes, and Decision documents

The relevant documents will be sent to members seven working days in advance of a PTC meeting. These shall include:

- Agenda for the upcoming meeting;
- Minutes of the previous meeting;
- A progress report for the project; and,
- Any other documents/information to be considered at the meeting.

6.4.2 Procedures for Agenda and Minutes

- a. The Secretariat (Project Coordination Team at AU-IBAR) shall prepare the agenda for each meeting in consultation with the Chair. It will be circulated to implementing Partner(s) for agreement or amendment prior to distribution. The Draft agenda will be circulated to members of the PTC for their comment and adoption.
- b. The Secretariat for the PTC shall draft the minutes of each meeting and circulate to members of the PTC within 14 days after the meeting.
- c. The minutes shall record only deliberations reached against each agenda item, not the detailed discussion, unless so determined by the members during the meeting for specific issues.
- d. The AU-IBAR Aquatic biodiversity Project Team will act as Secretary of the Project Technical Committee meetings and will be responsible for keeping records and minutes.

6.4.3 *Validity Period for comments on documents*

In the event of tasks assigned to the PTC or selected members (such as commenting on reports and documents, or endorsing project outcomes), the deadline for validating the PTC deliberations/contributions will be one month after circulation of the draft. If the deadline expires without the PTC members' reaction, the proposal will be considered approved.

6.4.4 *Confidentiality*

PTC members are expected to treat any reports and other forms of information derived from the Aquatic Biodiversity Project activities with the utmost confidentiality.

Annex 2: List of Participants

ABIDJAN CONVENTION

Dr. Yacoub Issola
Coastal Fisheries Initiatives Project Coordinator
Abidjan Convention Secretariat
Rue Harris Memel Foteh-II Plateaux-Vallon,
Abidjan, Côte d'Ivoire
Tel : +225 0103343488
E-mail : yacoub.issola@un.org

AFMESI

Ms. Chiamaka Mogo
Executive Secretary
African Marine Environment Sustainability Initiative
(AFMESI)
Megamound Avenue, No. 44a Diran Famakinwa
Street, Lekki Phase 2
Lagos State, Nigeria
Tel : +2348148761175
E-mail : chiamakamogo@afmesi.org

AWFISHNET

Mrs. Beyene Ateba Epse Baliaba
Présidente
AWFISHNET
BP: 1875
Yaoundé, Cameroun
Tel : +237 694336324
E-mail : Beyene.beyene@yahoo.fr

COMHAFAT

Mr. Sadiki Mohamed
Chef département programmes et projets
N°2, Rue Beni Darkoul, Ain khalouiya, Souissi, Rabat-
Maroc
Rabat/Maroc
Tel : +212673352469
E-mail : sadikicomhafat@gmail.com

FAO

Dr. Ndiaga Gueye
Regional Senior Fishery Officer
FAO
FAO Regional Office for Africa
Accra, Ghana
Tel : (+233)-261956227
E-mail : Ndiaga.Gueye@fao.org

GABON

Ms. MALEMBA Alda Prudence
Directeur Général Adjoint
Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et
de l'Environnement Chargé de la Protection et de la
Gestion Durable des Ecosystèmes
BP : 9498 LBV
Libreville – Gabon
06199180
E-mail : Prudencepro2015@gmail.com

IGAD

Prof. Eshete Dejen
PM, Sustainable Environment Protection
IGAD
Djibouti Tel : +253 77 124961
E-mail : Eshete.Dejen@igad.int

KENYA

Mr. Daniel Ndung'u Mungai
Director General
Kenya Fisheries Service, P.O. Box 48511-00100
Nairobi
Tel : 0722270279
E-mail : mungai.daniel.n@gmail.com

NAIROBI CONVENTION

Mr. Bonface Mutisya
Project Officer
Nairobi Convention Secretariat
United Nations Environment Programme
Po. Box 30552 (00100)
Nairobi, Kenya
Tel : +254716638701
E-mail : Bonface.mutisya@un.org

PRCM

Dr. Khady SANE Diouf
Regional fisheries governance Projects Coordinator
PRCM- Regional Partnership for the Conservation
of the Coastal and Marine Area in West Africa
Sacré Coeur 3, villa 9866
Dakar/Senegal
Tel : +221 77 654 77 17
E-mail : khady@prcmarine.org

RHODES UNIVERSITY

Dr. Angus Paterson
Director
South African Institute of Aquatic Biodiversity,
partner of Rhodes University
Makhanda, South Africa
E-mail : AW.Paterson@saiab.nrf.ac.za

UGANDA

Mrs. Joyce Ikwaput Nyeko
Ag. Director Fisheries Resources Management
Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries
P.O. Box 4 Entebbe
Entebbe, Uganda
Tel : +256772482599
E-mail : joyikwaput@hotmail.com

WIOMSA

Dr. Arthur Tuda
Executive Secretary
Western Indian Ocean Marine Science Association
P. O. Box 3298, Zanzibar,
United Republic of Tanzania
Zanzibar, United Republic of Tanzania
Tel : +255 772 420 480
E-mail : tuda@wiomsa.org

VIRTUAL

Dr. Giorgio Vincenzo Alberto Brandolini
Expert, Free lance
Via L. Manara 7
24122 Bergamo
Italy
Tel ; +39 342 758 9241 / whatsapp
E-mail : Gv.brandolini@gmail.com

Dr. Ansong Joseph Onwona
Consultant/Honorary Visiting Scholar
Howell Marine Consulting/University of Liverpool
144 Antrim Road, BT15 2AH, Belfast, UK
Belfast, United Kingdom
Tel : +44 7365922603
Tel : kofi@howellmarine.co.uk

Prof. Adetola Jenyo-Oni
Head of Department
University of Ibadan, Nigeria
Aquaculture and Fisheries Department, University
of Ibadan
Ibadan, Nigeria
Tel : +234 803 343 6506
E-mail : jentolaoni@yahoo.com

Dr. Ruby Asmah
Head, Fishery and Aquaculture Division
Council for Scientific and Industrial Research
Water Research Institute, P.O. Box AN 7062, Accra-
North
Accra, Ghana
Tel : +233 205 424 161
E-mail : rubyasmah@yahoo.com

Dr. Mohamed Seisay
Aquatic Ecosystem Management Expert/Project
Coordinator
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : mohamed.seisay@au-ibar.org

Prof. Waiswa Wilson Mwanja
Director Maritime Institute
Busitema University Maritime Institute
Namasagali, Kamuli District, Uganda.
Tel : +256701594923
E-mail : wwmwanja@yahoo.com

Dr. Alberta Sagoe
Consultant
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 11 2547 773
E-mail : alberta.sagoe@au-ibar.org

Mr Xolela Wellem
Compliance Program Manager
Benguela Current Convention
No. 1 Strand Street,
Swakopmund, Namibia
Tel : +264 64 406 901 / + 264 81 145 7066
E-mail : xolela@benguelacc.org

Mrs. Hellen Malebo Moepi
Fisheries and Aquaculture Officer
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : hellen.moepi@au-ibar.org

Mr. Motseki Hlatshwayo
SADC
E-mail : mhlathwayo@sadc.int
Ms. Nathalie Maisonneuve
Consultant
E-mail : nath.kilima@gmail.com

Mrs. Catherine Oduor
Senior Finance Officer
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : catherine.oduor@au-ibar.org

AU-IBAR

Dr. Nick Nwankpa
Ag. Director
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : nick.nwankpa@au-ibar.org

Ms. Mercy Mango
Consultant
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : mercy.mango@au-ibar.org

Mr. Charles Mwangi
System Administrator
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : charles.mwangi@au-ibar.org

Mr. Fahim Kremeier
Graphic Designer
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : fahim.kremeier@au-ibar.org

Mrs. Patricia Lumba
Senior Knowledge Management Officer
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : patricia.lumba@au-ibar.org

Mr. Admore Chakadenga
M&E Expert
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : admore.chkadenga@au-ibar.org

Mr. Eric Nadiope
Policy, Legal & Institutional
Consultant
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel: +254 712183874
E-mail: eric.nadiope@au-ibar.org

Mr. Kennedy Oroko
Planning Officer
AU-IBAR
P.O. Box 30786
Nairobi- 00100
Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : rasugu.oroko@au-ibar.org

Dr. Patrick Karani
Consultant
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : patrick.karani@au-ibar.org

Mr. Joel Mokenye
Consultant
AU-IBAR
P.O. Box 30786-00100
Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 3674 000
E-mail : joel.mokenye@au-ibar.org

Annex 3: Speeches

I. Welcome Remarks By AU-IBAR

Delivered by Dr. Nick Nwankpa – Director, AU-IBAR

Representative of the Kenyan Government; Representatives of AU member states; Representatives of Regional Economic Communities and Specialized Regional Bodies; Development and Technical Partners; Experts; Non-State Actors; Distinguished Participants, Ladies, and Gentlemen

Good morning to you all

It is my greatest pleasure to welcome you to the first technical committee meeting of the “Conserving Aquatic Biodiversity in African Blue Economy Project” organized by the African Union InterAfrican Bureau for Animal Resources (AU-IBAR) here in Mombasa, Kenya. First of all, on behalf of Her Excellency the Commissioner for Agriculture, Rural Development, Blue Economy and Sustainable Environment, Amb. Yosefa Sacko, I convey sincere appreciation to the Government of the Republic of Kenya for accepting my request to organize this meeting in Mombasa. We are indeed privileged to convene the meeting in this lovely, historically significant trading city along the Indian Ocean to deliberate on issues pertaining to the sustainability of our aquatic resources and their ecosystems.

I also wish to express profound gratitude to the Swedish government for their immense support to the development of Africa’s blue economy through the “Conserving Aquatic Biodiversity in African Blue Economy Project”. To the representatives of the Regional Economic Communities, Regional Sea Conventions, Regional Fisheries Bodies, Experts, Non-State Actors, represented today, my sincerest appreciation goes to you for your unflinching support to AU-IBAR’s initiatives on projects and programmes relating to animal resources development, including fisheries, aquaculture, livestock and wildlife, and now all living blue economy resources. Your cooperation and support are most cherished.

Dear delegates, you may wish to know that the 3-year AU/IBAR-led project on “Conserving Aquatic Biodiversity in African Blue Economy” with support from the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), was launched in October 2021 with a vision to place conservation of aquatic ecosystems and their associated biodiversity on Africa’s blue economy development agenda. The project was developed in the wake of calls for sustainable development in the African Blue Economy development context, where resource use for socio-economic gains is balanced with conservation imperatives as expressed in the African Blue Economy Strategy (ABES). Conservation strategies to protect and conserve aquatic life are necessary to maintain the balance of nature and support the availability of resources for current and future generations. Ultimately, the project seeks to enhance the policy environment, regulatory frameworks and institutional capacities of AU Member States and Regional Economic Communities to sustainably utilize and conserve aquatic biodiversity and ecosystems. After nearly a year of implementing the Project, it has become necessary to convene a Project Technical Committee meeting to kindle operations

of the committee – the purpose for our gathering for the next 2 days.

The role of the Project Technical Committee is very instrumental in achieving the objectives of the “Conserving Aquatic Biodiversity in African Blue Economy Project”, with the committee serving as a bridge between the technical experts and the largely strategy and policy-oriented Project steering Committee. As a mechanism set in place to ensure coherence in the implementation of activities between the related projects, promoting collaboration in interventions among relevant institutions at national, regional and continental levels, the Project Technical committee supports and guide informed deliberation of the Project Steering Committee (PSC) as well as generate synergies in implementation of activities between related projects and interventions by other partners.

I am particularly excited about this meeting because we are offered a unique opportunity to appraise the direction of the project’s implementation and recommend the requisite actions for effective and successful implementation of the project over the period. Distinguished delegates, I humbly invite you all to engage actively in each of the activities lined up for this august meeting so we can collectively achieve the good purpose of the meeting.

On behalf of Her Excellency Amb. Yosefa Sacko, I thank delegates from AU member states, Regional Economic Communities, specialized institutions, experts and partners for your acceptance of the invitation to this important meeting. I wish to reiterate Commissioner’s gratitude to the Government of Kenya for the unyielding support to AU-IBAR in particular and to the larger African Union in general. At this juncture, please permit me to take this opportunity to express our sincere appreciation to the global body, the Food and Agriculture Organization (FAO), for continuing collaboration with AU-IBAR particularly on matters of fisheries, aquaculture and blue growth development. Since my assumption of office at AU-IBAR, I have seen several invitations to my office requesting participation in FAO’s events.

Once again, welcome, Karibu as is said in Swahili.

I wish you successful meeting outcomes.

2. Opening Statement by the government of Kenya representative

Delivered by Mr. Daniel Mungai, Director General, Kenya Fisheries Service, Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries, Cooperatives And Blue Economy During African Blue Economy

The DIRECTOR AU-IBAR, DR. NICK NWANKPA; DELEGATES FROM AU MEMBER STATES; DELEGATES FROM REGIONAL ECONOMIC BLOCKS; REPRESENTATIVES OF DEVELOPMENT PARTNERS; NON-STATE ACTORS; ALL PROTOCOLS OBSERVED

Introduction

Globally, more than 250 million people depend directly on fisheries and aquaculture for their livelihoods and millions are employed in fisheries and aquaculture value chains in roles such as processing or marketing. Kenya's aquatic ecosystems include freshwater habitats like lakes, ponds, rivers, streams, wetlands, swamp, and marine habitats that comprise ocean, intertidal zone, reefs, and seabed, among other habitats.

The aquatic ecosystems support a rich biodiversity which sustains fisheries and Aquaculture Sustainable use and conservation of the aquatic ecosystems is vital for food and nutritional security and economic development.

Why Conserve Aquatic Biodiversity in Harnessing Blue Economy Resources?

Fish make a vital contribution to survival and health of a significant portion of the World's population

Fish is a very important source of complete protein, also contains considerable amounts of vitamin B, Vitamin E, nutrients like niacin and minerals such as Copper, Iodine, Iron, and Phosphorus and Calcium.

In Kenya, the fisheries sector also plays a significant role in employment and income generation. The sector supports about 1.2 million people directly and indirectly, working as fishers, traders, processors, suppliers and merchants of fishing accessories and employees and their dependents.

Climate change has had adverse effects on aquatic freshwater and marine habitats, such as its coral reefs and mangroves.

National Fisheries and Aquatic Biodiversity Conservation Efforts That national law, the Fisheries Management and Development Act 2016, aims to conserve aquatic resources.

The Fisheries Law also controls harvesting of by-catch and outlaws catching of juvenile fish.

Kenya has also barked on ecosystem-based approaches to management of marine and coastal environment through spatial planning, establishment and effective management of marine protected areas, promotion of sustainable blue economy.

Participatory conservation of aquatic biodiversity is also through Co-management approach whereby the Beach Management Units (BMUs) develop and implement Co-management plans.

The BMUs work together with KeFS and Kenya Marine and Fisheries Research Institute (KMFRI) to identify and protect critical fish habitats.

We undertake Monitoring, Control and surveillance (MCS) to ensure sustainable fisheries utilization and conservation.

Kenya conducts MCS nationally and regionally to prevent, deter and eliminate Illegal, Unreported and unregulated (IUU) fishing.

The Kenya Fisheries Service is committed to conservation of aquatic biodiversity through domestication and implementation of relevant regional and international conventions and treaties.

The Service currently implements the IOTC's conservation and management measures for Tuna and Tuna-like fisheries.

Other domesticated fisheries and aquaculture management measures include the EAC's regional Guidelines for cage culture that guide sustainable use of water bodies for culture of fish.

THANK YOU

3. Remarks by FAO

Delivered by Dr. Ndiaga Gueye, Food and Agriculture Organization

The FAO Regional Office for Africa Representative, Dr. Ndiaga Gueye, in his remarks noted the importance of conserving aquatic biodiversity not only in the African Blue Economy context, but across the globe. He reiterated the importance of aquatic food to global food security and FAO's continued collaboration and support for AU-IBAR's activities.

Annex 3: Presentations from Consultants

I. **Assessment of Regional, Continental and Global Conventions and Agreements related to Environmental and Aquatic Biodiversity Conservation to facilitate their ratification, adoption and implementation (Southern and Eastern regions of Africa)**

By Prof. Waiswa Wilson Mwanja - Busitema University Maritime Institute

AU-IBAR with support from the SIDA, commissioned studies that were aimed at identifying challenges, proposals and recommendations for assisting AU Member States to come up with strategies for improving the ratification, adoption and implementation of key regional, Continental and Global Instruments for conservation and enhanced management of their vast Blue Economy Resources (BER). Under the “AU Blue Economy Strategy” (ABES), and guided by the Policy Framework and Reform Strategy for fisheries and aquaculture in Africa (PFRS).

One of the key challenges identified was comparatively lower rate of ratification, adoption and implementation of Regional, Continental and Global instruments for conservation of aquatic biodiversity by AU Member States due to a number of distinctive reasons. Conservation of aquatic biodiversity is crucial because the BES and BER are currently under increasing threat from environmental degradation and climate change impact, and yet they are critical to Africa’s realization of the African Union Agenda 2063. And as such, with adoption of the BE paradigm, Africa’s Member States have to invest in conservation and or protection of their BER. Unfortunately, AU Member States have not been able to adopt and domesticate the available supporting Global Instruments that would support conservation even for the transboundary aquatic resources .

Challenges identified for the lower rate of ratifying, adopting or implementing these instruments are; lack of or limited technical capacity; lack of effective coordination and collaboration among sectors at national level and or Member States at region level; over concentration of the mandates of these Global instruments in a few leading sector agencies without added staff and funding; lack or limited political commitment; lack of technical support from COPs or depositories, and; lack of prioritization and policy attention to BER and BES in some Member States, among others.

The study proposes the following recommendations for enhancing the processes of ratification, domestication and implementation of Global, Continental and Regional Instruments within the AU-MS.

Ratification

- Use of sub-regional, regional and international peer pressure and from the ‘Conference of Parties’ for ratification of key instruments;
- Support for cross-sectoral engagement and coordination at national level in identification and adoption of key instruments, and;

- Need to support AU-MS to conduct Valuation of the benefits of ratification, domestication and implementation of Global instruments and establishment of sub-regional and national committees to push/coordinate the ratification of selected key instruments.

Adoption

- Sensitizing and engaging MSs to create awareness on benefits of ratifying, adopting and implementing Global Instruments in terms of economic and genetic benefits to the MSs targeting the heads of MDAs responsible generate the need to ratify, domesticate and implement global instruments, and;
- Support the development of national strategies which have cross-sectoral participation and ownership through wide circulation and engagement of all stakeholders.

Implementation

- Establishment of an African chapter on the Global Instruments especially for the UN binding Instruments in order to facilitate a close monitoring, guidance and implementation as well as resource mobilisation and information sharing;
- Development of action plans so as to translate the national policies and strategies into actions with measurable targets for the different actors and stakeholders;
- Development of guidelines for implementation of specific global instruments;
- Development of indicators as a basis for monitoring, audit and refocusing objectives of different national and community level plans/programs and actions;
- Fostering good practice in implementation and management of aquatic biodiversity;
- Preferably the schedule of action should be for every three years as that between COPs is normally short to achieve stated objectives, and;
- Financial mechanisms for specific Convention's implementation should be viewed within a regional or sub-regional framework, that also includes a sharing mechanism.

Conclusions

- There are number of challenges to ratification, adoption and implementation of the instruments for aquatic biodiversity conservation faced by AU Member States;
- Member States in eastern and southern Africa are comparatively much lower performance;
- The lack of technical backup and support from COPs and or Depository agencies of the relevant instruments is further compounded by lack of technical capacity at Member State level, and;
- There is need for a comprehensive AU framework to support Member States in process of ratification, adoption and implementation of instruments for aquatic biodiversity conservation.

General Recommendations

- There is need for specific country studies so as to analyze the level and challenges of ratification, adoption and implementation of the different key international instruments;
- AU needs to put in place a regional or sub-regional unit (s) to support MSs and coordinate with the depositories and COPs in supporting MSs in the required processes;

- There is need for national and regional harmonization of roles of different sectors and agencies in a manner that promotes collaboration and creation of platforms for support of the processes;
- Member States need to designate specific sector managers and or desk officers for different instruments or groups related instruments, and link to their RECs and AU for technical support;
- Put in place an AU framework for support to the ratification, adoption and implementation of aquatic biodiversity conservation and management instruments, akin to the functioning of Global Environmental Facility of UN but tailor made for Africa with improvements in some of the elements of GEF, and;
- There is need for technical assistance and capacity building for key responsible agencies and experts in Member States in the ratification, adoption and implementation of international instruments for aquatic biodiversity.

2. Studies on the impact of climate change on the aquatic ecosystems and biodiversity and proposal of mitigation measures

By Dr. Giorgio Vincenzo Alberto Brandolini, Expert

The impact of Climate change on the African aquatic ecosystems and biodiversity is affecting the livelihoods and welfare of the population depending on their services. The projects concerning the aquatic resources are trying to link conservation to local development to ensure the engagement of the local population in performing innovative mitigation and adaptation measures. The aquatic ecosystems and biodiversity already stressed by human impacts are the most vulnerable to the impact of Climate change.

Several practices have been successfully tested to reduce the impact of Climate change; among others they include; its mitigation through the adoption of circular economy short value chain solutions, the adaptation of economic activities to the changes in the biology of the aquatic organisms, the intensification of aquaculture production to reduce the extent of the fishery extraction areas.

The progress made in this field is little known and insufficiently disseminated to produce the large-scale changes needed to systematically improve the conditions of the aquatic ecosystems and biodiversity.

The AU-IBAR can contribute to filling in such gap by exploiting the existing multi-level dialogue tools and strengthening the interactive services provided by the existing knowledge management platforms to link the building of capacities and testing of best practices in this field to their dissemination at a larger scale. At the same, time, the evidence of the benefits of mitigation and adaptation measure disseminated across the continent should stimulate the engagement of African decision makers in dialoguing and joining forces to mainstream mitigation and adaptation measures in planning development, transboundary initiatives, etc. and in view of their participation to international fora, thus of promoting the common objectives and priorities enshrined in the Policy framework and reform strategy for fisheries and aquaculture in Africa (PFRS) and African Blue Economy Strategy (ABES).

The elaboration of such initiative should integrate the contribution of the regional, subregional and national actors in the transfer of knowledge and technology.

3. Assessment to Map the Extent of usage of Marine Spatial Planning (MSPs) in Africa as a Management Tool for Conservation of Aquatic Biodiversity and ecosystems - Western, Central and Northern Regions of Africa

By Dr. Joseph Kofi Ansong – Consultant, Howell Marine Consulting/University of Liverpool

Marine Spatial Planning is labelled as ‘an idea whose time has come’ based on its applicability to address spatial conflicts and deliver sustainable use. Whilst MSP is relatively well known and practiced globally, only 18 Coastal States out of 38 in Africa are engaged in various stages of MSP development. To that end, this study gives an overview of the status of MSP in West, Central and Northern African countries. It does so by using country cases from Cape Verde, Ghana, Ivory Coast, Morocco, Benin, Senegal, Nigeria, São Tomé and Príncipe to demonstrate how MSP is being developed and initial consideration of aquatic biodiversity and transboundary issues.

It further identifies gaps, challenges and best practices emerging from identified MSP cases. Existing gaps and challenges identified from the study included: lack of sustainable financing to finalise and adopt draft MSP, limited consideration of the spatial aspect of biodiversity, limited marine data and evidence, limited holistic multi sector analysis, lack of political direction and legal framework for MSP, fragmented marine governance structure. Initial key findings and next steps for advancing MSP include the following:

1. There is existing spatial management experience in most of the Member States but mostly focused on MPAs and coastal planning. MSP could play a role here in advancing the limited marine assessment and aquatic biodiversity consideration
2. There is the need to give careful thought and map out how all the different marine governance strands such as Blue Economy, MSP, MPAs, EBSAs, Coastal Zone Management fits together for each of the Member States
3. Advancing MSP would require setting up a road map for MSP implementation where the lead MSP authority, legislation, planning approach, stages, timeline for MSP process are defined.
4. There are good practices on transboundary cooperation for aquatic biodiversity conservation where MSP can strengthen existing activities. These good practices include: The Mono Transboundary Biosphere Reserve (Benin/Togo), Senegal Delta Transboundary Biosphere Reserve (Senegal/Mauritania), Aby Lagoon complex (Ghana & Côte d’Ivoire) and the Nigeria – São Tomé & Príncipe Joint Development Zone (JDZ)
5. There is a need for capacity building and guidance on the role of MSP in supporting MPA designation and identification of sensitive areas and hotspots.

4. Studies to Identify Priority Issues and Actions for Sustainable Coastal and Marine Tourism and Mining Activities

By Prof. Adetola Jenyo-Oni – Head of Department, University of Ibadan, Nigeria

African countries have vast natural and undisturbed resources attractive to coastal and marine tourism. Coastal and marine tourism (CMT) is one of the key sectors contributing towards the development of the oceans economy. In spite of being economically profitable, tourism sector generates considerable

environmental damages and it is overly dependent on natural resources.

Coastal and maritime tourism generates indirect land activities linked to infrastructure constructions that are responsible for considerable amounts of pollution and destruction of natural habitats. For these reasons, a global effort is needed to promote genuinely sustainable tourism development. Despite this, more work needs to be done in making the case for the travel and tourism industry. The present study investigated priority issues and actions for sustainable coastal and marine tourism and mining activities.

Major constraints to coastal and marine tourism, and mining activities identified includes: poor policy coherence and stakeholder collaboration issues; lack of coordinated/harmonized regional template for integrated coastal and marine planning through an ecosystem approach; poor regionally coordinated monitoring, evaluation and statistics schemes ; Ineffective platform for identification, supporting and disseminating sustainable practices; lack of robust financing platform for sustainable blue tourism activities, strategies and actors and poor knowledge base of regional institution to involve, prepare and empower travelers, the industry and key stakeholders.

The strategic direction suggested in the study is developing an integrated and sustainable coastal and marine tourism, mining, oil and gas exploration, for aquatic biodiversity conservation and the successful implementation of this is expected to achieve the following: establishing regional partnerships and charter for good practices in coastal and marine tourism and mining activities; developing pathways for sustainable development financing through public and private sector's investments in intra-regional coastal and marine tourism and with increase in quality and affordable infrastructure services; improved incentives provided to stakeholders, along with appropriate capacity strengthening for the integrated and sustainable coastal and marine tourism, mining, oil and gas exploration, for aquatic biodiversity conservation; complementarities and synergies between and among development partner's support to coastal and marine tourism and sustainable mining, oil and gas exploration enhanced.

5. Summary of the study on continental review of existing Marine Protected Areas (MPAs), document lessons, best practices and formulate guidelines for their sustainable implementation and governance in conservation of aquatic biodiversity resources within the African Union member states (AU MS) and regional levels.

By Ms. Nathalie Maisonneuve

Marine Protected Areas are effective tools for conservation and protection of vulnerable living resources in aquatic ecosystems. They are set up to protect vulnerable life-history stages of living aquatic species and ecosystems, to conserve aquatic biodiversity and minimize extinction risk, to re-establish or restore ecosystem integrity, depleted species and to enhance the productivity of fish and other living aquatic populations. The current study established the existence of the following MPAs in Kenya; Watamu Marine NP & Reserve, Malindi Marine NP & Reserve, Mombasa Marine NP & Reserve, Kisite Mpunguti Marine Park; Kiunga Marine National. There are MPAs in Tanzania, Mauritius, Mozambique, Madagascar, Seychelles and South Africa that will be document at a later stage.

The study found the following as serious threats to MPAs in the East and Southern regions of African; poaching, encroachments, coastal development, increase in population, climate change, high poverty levels, illiteracy among local communities, resource use conflicts, terrorism, resource over exploitation.

In regard to the above, the following recommendations have been suggested; review the institutional management of MPAs - reforms have to be done at the macro level, implement management plans for each MPA and do specific assessments regularly, support transboundary MPAs initiatives, enhance stakeholder and community participation the MPA management, develop AAL – Additional and Alternative Livelihoods for the communities, develop ecotourism and community-based activities and finally enhance capacity building activities.

The next step in this study will include: efforts to continue to collect data, especially on transboundary MPAs and in some countries where none information has been shared e.g. Madagascar, Mauritius, Seychelles; interview IUCN to obtain information MPAs classification; conduct interviews with mandated institutions/ organizations to collect more information on the governance management systems and the institutional framework at the large-scale level.

6. Assessment of Transboundary Environmental Issues Affecting Biodiversity in Selected Shared Freshwater Ecosystems Towards Formulating Harmonized Regional Strategy for Conservation of Aquatic Biodiversity and Joint Action Plans

By Dr. Ruby Asmah, Council for Scientific and Industrial Research

Transboundary freshwater basin account for about 60% of global freshwater flow which spans more than 150 countries, covers 46% of the world's land area and serves about 42% of the world's population. Of all the continents, the African continent has the largest number of transboundary basins and these support a population of over 800 million. Poorly managed transboundary water supplies are projected to be potential sources of conflict and social strife among countries. Their management is thought to be more complex than freshwater basins at the national level since the water management regime, priorities and cultures usually differ more between than within countries. Transboundary management of water resources, therefore, require coordination across different political, legal, institutional, and technical settings. The study assesses transboundary freshwater ecosystems in the Africa region to identify critical aquatic environmental issues affecting biodiversity and presents a framework for management of transboundary freshwater aquatic ecosystems for conservation and joint action plans.

Data for the assessment were sourced from literature, stakeholder engagements through questionnaire survey and field visits. Key environmental stressors identified from the survey results were Illegal Unregulated Unreported fishing, changing climate, over-exploitation of freshwater resources, pollution from point and non-point sources, destruction of habitats, invasion of exotic species and emergence of diseases that affect freshwater biota especially fish among others. There are however some environmental monitoring activities being undertaken in selected basins and this included rehabilitation and strengthening the resilience of socio-ecological synthesis of the Lake Chad Basin and reversing ecosystem and water

degradation in the Volta Basin.

The results further showed that most of the transboundary freshwater basins on the continent had some forms of management agreements among riparian countries, but these were basin specific and lack of resources to support national and regional strategies, non-designation of protected areas, unregulated access to resources, inadequate governance and bad riparian community organizations, hampered management of these reservoirs.

Some proposed regional strategy for conservation of aquatic biodiversity and joint action plans are:

1. Set up institutional structures that promote stakeholder engagement at the local level and the need for well-defined objectives for biodiversity conservation.
2. Develop strong and balanced capacity building among associated institutions in different countries.
3. Need for improved and integrated monitoring and evaluation systems that meet accepted standards.

Annex 4: Agenda

Temps	Activité	Animateur
Premier jour		
9h00 - 9h30	ENREGISTREMENT	UA-BIRA
SÉANCE D'OUVERTURE OFFICIELLE <i>Président : Am. Yosefa Sacko</i>		
9h30 - 10h15	<p>Allocution de bienvenue de Son Excellence, Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable</p> <p>Déclaration de l'Ambassade de Suède auprès de l'Union africaine</p> <p>Déclarations liminaires des ministres ou des représentants désignés</p> <p>Ouverture officielle par le gouvernement kenyan</p> <p>Objectifs de la réunion</p>	<p>S.E. Amb. Yosefa Sacko</p> <p>S.E. Mme Ulla Andrén, Chef de la Coopération Régionale au Développement en Afrique</p> <p>Hon. Ministres ou représentants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Égypte 2. Gabon 3. Côte D'Ivoire <p>Hon. ministre chargé de la pêche et de l'économie bleue</p> <p>Dr Alberta Sagoe, experte en politiques et en stratégies du genre</p>
10H15-10H30	PHOTO DE FAMILLE ET PAUSE THÉ	
SESSION TECHNIQUE 1 LE PROJET		
10H30-11H00	Présentation du projet de termes de référence du Comité directeur du projet	Mme Hellen Moepi, agente des pêches et de l'aquaculture
11H00-11H30	Présentation de la stratégie de l'économie bleue africaine	Dr Patrick Karani, expert en environnement
11H30-11H45	Théorie du changement	M. Kennedy Oroko, Agent de planification
Temps	Activité	Animateur
11H45 - 12H15	Le projet « Conserver la biodiversité aquatique dans l'économie bleue africaine »	Dr Mohamed Seisay, Expert en gestion des écosystèmes aquatiques

Temps	Activité	Animateur
12h15 - 12h45	Présentation de l'état d'avancement du projet	Dr Mohamed Seisay, Expert en gestion des écosystèmes aquatiques
12h45 - 13h00	Le budget	Mme Catherine Oduor, Agente principale des finances
13H00-13H30	DISCUSSIONS	
13H30-14H30	DÉJEUNER	
14h30 - 15h00	Rôles des États membres de l'UA et des institutions régionales dans la mise en oeuvre du projet	Mme Hellen Moepi, agente des pêches et de l'aquaculture
15H00-15H30	Cadre de suivi et d'évaluation et résultats de l'enquête de base	M. Admore Chakadenga, expert en S&E
15H30-16H00	Communication, visibilité et gestion des connaissances	Mme Patricia Lumba, experte principale en gestion des connaissances
16H00-16H15	Présentation du plan de travail de la deuxième année du projet avec le budget	M. Kenney Oroko, Agent de planification
16H15-16H45	DISCUSSIONS	
16H45-17H00	PAUSE-DÉJEUNER, RÉUNION, ARRANGEMENTS LOGISTIQUES ET CLÔTURE DE LA JOURNÉE	
DEUXIÈME JOUR		
SESSION TECHNIQUE 2		
PRÉSENTATION PAR LES PARTENAIRES : GÉNÉRATION DE SYNERGIES ET DE COLLABORATION		
9H00-9H15	RÉCAPITULATIF des délibérations du JOUR 1	Dr Alberta Sagoe, experte en politiques et en stratégies du genre
09H15- 09H30	Convention d'Abidjan	Dr Yacoub Issola projet d'initiatives de pêche côtière Coordinateur
09H30-09H45	projet IGAD économie bleue	Dr. Eshete Degen, coordinateur de projet
9H45 – 10H00	Association des sciences marines de l'océan Indien occidental (WIOMSA)	Dr Arthur Tuda, Secrétaire exécutif - WIOMSA
10H00-10H15	Projet du CCLME	M. Aboubakar Sidibe, Conseiller technique principal
10H15-10H30	PRÉSENTATION DES RECOMMANDATIONS DE LA RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE	Dr Patrick Karani, expert en environnement
10H30-11H00	DISCUSSIONS	
11H00-11H15	PAUSE THÉ	

Temps	Activité	Animateur
11H15-13H00	Élaboration du communiqué (et des recommandations) par le Comité directeur	M. Joel Mokenya/Dr Patrick Karani
13H00-14H00	DÉJEUNER	
14H00-14H30	Présentation du communiqué et adoption par le comité directeur	Dr Alberta Sagoe, experte en politiques et en stratégies du genre
14h30 - 15h00	DÉCLARATIONS DE CLÔTURE	Président par S.E. le Commissaire pour l'ARBE
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Égypte 2. Gabon 3. Côte D'Ivoire 	Hon. Ministres ou représentants désignés
15H00-15H00	FERMETURE	
	Mot de la fin du président	S.E. Commissaire pour l'ARBE
	Cloture par le Gouvernement kényan	Hon. ministre chargé de la pêche et de l'économie bleue



African Union
Inter-African Bureau for Animal Resources (AU-IBAR)
Kenindia Business Park
Museum Hill, Westlands Road
P.O. Box 30786
00100, Nairobi, KENYA
Telephone: +254 (20) 3674 000 / 201
Fax: +254 (20) 3674 341 / 342
Website: www.au.ibar.org
Email address: ibar.office@au-ibar.org